



“ Des territoires, des projets et des hommes ”

Zoom
sur quelques
projets
p. 4 à 8
et 17 à 19

Espace Alpin
le point à mi-parcours
p. 9 à 16



www.alpine-space.eu

Jean-François CARENCO

• *Préfet de la région Rhône-Alpes*

La coopération au cœur du développement des territoires

Les programmes européens aident les collectivités territoriales, les structures socio-économiques et les associations à développer leurs atouts et leurs complémentarités mais aussi à mettre en œuvre des synergies et à renforcer leurs stratégies de développement. Une contribution essentielle, à travers une coopération transfrontalière et transnationale, pour favoriser un développement harmonieux des territoires, et faire de nos régions des espaces de vie compétitifs et durables.

Dans ce contexte, le programme Espace Alpin a tenu ses promesses en soutenant de nombreux projets de qualité au service des territoires et en mobilisant près de 51 millions de FEDER.

Le bilan est positif : les porteurs de projets ont su développer des réseaux pertinents et efficaces, recueillir le fruit de précieux échanges d'expériences et de bonnes pratiques et mettre en œuvre des actions véritablement innovantes.

Côté français, l'Europe soutient et finance des projets, dans les domaines liés au développement économique, à l'innovation, et aux transports aussi bien qu'à la gestion des conséquences du changement climatique en développant par exemple l'efficacité énergétique dans le bâtiment et la gestion de l'eau dans les Alpes.

En tant que Préfet coordonnateur, responsable de la mise en œuvre du programme Espace Alpin pour la partie française, j'ai été heureux d'accueillir la conférence à mi-parcours qui a permis à la fois de mieux connaître les réalisations des 25 projets en cours mais aussi de préparer ensemble, avec les partenaires autrichiens, allemands, italiens, suisses, slovènes et du Liechtenstein, le futur de cet espace de coopération après 2013.



LE PROGRAMME ESPACE ALPIN A TENU SES PROMESSES EN SOUTENANT DE NOMBREUX PROJETS DE QUALITÉ

Jean-Jack QUEYRANNE

• *Président de la Région Rhône-Alpes
Député du Rhône - ancien Ministre*

Construire l'Europe par la preuve

Rhône-Alpes, par sa taille, le nombre de ses habitants, sa vitalité économique et son potentiel de recherche, est une grande région européenne. Réunissant trois massifs - Alpes, Jura et Massif Central - elle est éminemment alpine, partageant avec les régions voisines des problématiques spécifiques : pression touristique et environnementale, accessibilité, économie de montagne. Le programme Espace Alpin contribue à construire une Europe concrète et traduit en actes notre volonté de lutter contre les effets



du changement climatique qui menacent les Alpes.

LE PROGRAMME ESPACE ALPIN CONTRIBUE À CONSTRUIRE UNE EUROPE CONCRÈTE ET TRADUIT EN ACTES NOTRE VOLONTÉ DE LUTTER CONTRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE QUI MENACENT LES ALPES

En moins d'un siècle, la température a augmenté d'environ deux degrés et la fonte des glaciers s'est accélérée au point de voir le glacier des Bossons reculer de plus de 600 mètres en une génération. **L'ambition des Régions partenaires de ce programme est d'apporter une réponse concertée en faveur du développement durable des territoires, en associant les acteurs et les populations locales à la réalisation de projets communs**, axés sur la préservation de leur environnement, l'attractivité et l'accessibilité des territoires. Au-delà de la mise en œuvre de méthodes de gouvernance innovantes, les projets

engagés sont autant de références opérationnelles et nourrissent les valeurs qui forgent l'identité alpine de nos régions que nous voulons préserver et valoriser.

Dans un contexte de crise économique mondiale et de raréfaction des fonds publics, la politique de cohésion européenne post-2013 représente un enjeu fondamental pour les Régions. Avec nos partenaires, comme au sein de la Conférence des Exécutifs de Rhône-Alpes, notre Région poursuit ses efforts pour que le futur programme Espace Alpin serve le développement de nos espaces de vie, en préserve la qualité et garantisse, avec le soutien des habitants, l'avenir de nos montagnes. Je me félicite que la Conférence à mi-parcours du programme ait permis d'engager une réflexion sur le devenir de ces Alpes qui nous sont chères, et de prendre la mesure des actions de coopération qui innervent les territoires alpins.

Les 35 projets en cours

- ACCESS
- ADAPTALP
- ALIAS
- ALP FFIRS
- ALPSTAR
- ALP-WATER-SCARCE
- ALPCHECK 2
- ALPENERGIE
- ALPHOUSE

- ALPLASTIC
- ALPS 4 EU
- ALPS BIO CLUSTER
- CAPACITES
- C3 ALPS
- CC ALPS
- CLIMALPTOUR
- CLISP
- CO2 NEUTRALP

- COMUNIS
- DEMOCHANGE
- ECONNECT
- ENERBUILD
- IMONITRAF!
- INNOCITÉ
- MANFRED
- MORECO
- NEWFOR

- OPEN ALPS
- PARAMOUNT
- PERMANET
- POLY 5
- SHARE
- SILMAS
- TRANSAFEALP
- TRANSITECTS

Chiffres clés

- Budget total engagé : 91 millions d'€
- Près de 25 % des fonds du programme restent disponibles pour le dernier appel à projets.
- Dépense moyenne versée pour chaque projet : 2,6 millions d'€
- Sur chaque projet, 10 à 13 partenaires en moyenne travaillent ensemble.

Qu'a-t-on fait ensemble ? Avec quels résultats ? **Zoom** sur quelques projets

ALP FFIRS.....	p. 4
ALPS BIO CLUSTERS.....	p. 5
COMUNIS	p. 6
CO2 NEUTRALP.....	p. 7
IMONITRAF!.....	p. 8
MANFRED.....	p. 17
SHARE	p. 18
SILMAS	p. 19



Les chefs de file des projets et principaux partenaires réunis les 16 et 17 juin lors de la conférence à mi-parcours du programme Espace Alpin.

Lors de la conférence à mi-parcours à Grenoble, les 16 et 17 juin 2011, les participants pouvaient découvrir les 25 projets en détails en se rendant sur les stands de la «Foire aux projets» établie pour l'occasion.

Zoom sur 8 d'entre eux dont les actions portent déjà leurs fruits.

Contact

Renata PELOSINI

Chef de projet, Agence régionale pour la protection de l'environnement du Piémont / Torino - Piemonte

r.pelosini@arpa.piemonte.it

Tel. : +39 011 196 80306

Résumé du projet

Le projet ALP FFIRS vise à améliorer la prévention et la réduction des incendies de forêt dans l'espace alpin, avec la création d'un système d'alerte commun fondé sur les conditions météorologiques qui affectent le risque d'incendie. L'objectif principal est le développement d'un outil d'aide à la décision pour les acteurs impliqués dans la prévention et la lutte contre les incendies de forêt.

Chiffres clés

- Budget : 2,9 millions d'€
- Subvention FEDER : 2,1 millions d'€
- Du 1/09/2009 au 31/08/2012
- Surface des forêts alpines brûlées chaque année : 20 000 hectares

Prévenir et réduire les incendies en forêt



Le projet ALP FFIRS développe un outil de prévention et de lutte contre les incendies de forêt.

Renata PELOSINI

- Chef de projet, responsable du service régional de météorologie d'ALP FFIRS, Piémont, Italie

« Nous avons fait plus que ce que j'espérais. Nous avons développé une échelle commune de risque d'incendie de forêt dans les Alpes, afin que les pompiers et les agences de prévention de nos 7 pays partenaires soient toujours sur la même longueur d'onde en termes de risques et de types d'incendies. Nous sommes ainsi en mesure de mieux planifier les patrouilles ou les disponibilités des hélicoptères, par exemple. Parce qu'elle est basée sur des codes de couleur et du texte simple, notre échelle est parfaite pour informer les touristes dans les parcs ou les campings. Nous sommes persuadés d'obtenir l'aval des autorités avant la fin du projet, en août 2012.

Nous avons également prévu des exercices sur le terrain afin d'optimiser les procédures de lutte contre l'incendie et nous espérons que 3 protocoles d'aide transfrontalière mutuelle, englobant l'Italie, la

France, la Suisse et la Slovénie, seront opérationnels d'ici la date de fin du projet. La clé de notre réussite ?

Les personnes impliquées.

Tout le monde a travaillé d'arrache-pied, des relations très fortes se sont nouées et je suis sûre que nous retravaillerons ensemble dans l'avenir. »

NOUS AVONS FAIT PLUS QUE CE QUE J'ESPÉRAIS

Adrien MANGIAVILLANO

- Partenaire - Entente pour la Forêt Méditerranéenne - CEREN *

« Nous travaillons main dans la main avec les utilisateurs afin que leurs besoins soient intégrés en amont dans les travaux de recherche. Notre mission dans le projet ALP FFIRS consiste à doter le massif alpin d'outils et de moyens de prévention adaptés à ses spécificités. Concrètement, nous sommes en train d'établir des grilles de conversion entre les différents indices européens de prévention des risques incendies ainsi qu'une carte des dangers.

Autre aspect très opérationnel de notre démarche, nous développons des protocoles de lutte contre les incendies (cartographies, coordination des équipes...) dans des zones pilotes transfrontalières pour les 7 pays, dans un périmètre de 10 kms de part et d'autre de la frontière. »

* L'entente pour la Forêt Méditerranéenne est un établissement public à caractère administratif qui regroupe 14 départements sur le bassin méditerranéen. Le CEREN (Centre d'Essai et de Recherche de l'Entente) en est le pôle scientifique.

NOUS TRAVAILLONS MAIN DANS LA MAIN AVEC LES UTILISATEURS

L'augmentation des incendies dus au changement climatique menace l'ensemble du patrimoine forestier des Alpes.

Les trois objectifs du projet

- Mettre en place un service innovant de gestion des incendies de forêts.
- Mettre en place un système d'alerte basé sur les conditions météorologiques.
- Optimiser les procédures de lutte contre les incendies.

Chiffres clés

- Budget : 1,8 millions d'€
- Subvention FEDER : 1,3 millions d'€
- Du 01/10/2008 au 30/09/2011
- 3 expertises : Autonomie et Santé, Nouveaux diagnostics et Nouvelles Thérapies
- Nbre d'entreprises accompagnées : 198

Résumé du projet

ALPS BIO CLUSTER vise la mise en place d'un meta cluster transnational et transalpin. Ils incluent les acteurs de la recherche, de la formation et de l'industrie dans le secteur des biotechnologies et technologies médicales. Ce réseau est dédié aux petites et moyennes entreprises pour stimuler leur développement économique ainsi que le développement de nos territoires respectifs.

Contact

Valérie AYACHE
Directrice ADEBAG pour
le Bio Cluster Rhône Alpin
La Tronche - Rhône-Alpes
valerie.ayache@adebag.org
Tel. : +33 (0)4 76 54 95 63

Vivre en bonne santé dans un environnement préservé



L'objectif est de créer des réseaux de coopération pour stimuler l'élaboration de projets collaboratifs communs permettant la création de nouvelles activités et de nouveaux emplois sur des sujets de recherche et développement communs.



Valérie AYACHE

- *Chef de file - Directrice d'ADEBAG **

« Nous avons besoin d'une masse critique d'acteurs de la recherche et de l'industrie pour nous développer à l'échelle européenne. Avec la création d'un meta cluster, dans 5 pays différents, l'espace alpin nous offre un terrain de jeu européen inespéré. Notre objectif : créer de la valeur en rapprochant trois mondes qui ont tendance à s'ignorer : la recherche, l'entreprise et l'université. Concrètement, nous travaillons sur deux réseaux transalpins phares : l'e-santé qui consiste à implémenter des solutions de télémédecine sur le territoire montagnard et sur le développement de services environnementaux pour la qualité de vie. Parce qu'il cumule les problèmes d'accessibilité, de connectivité et de désertification médicale, l'espace alpin offre des solutions répliquables pour d'autres territoires européens. »

* ADEBAG est une association dont la mission est le Développement des Bio-industries dans l'Agglomération Grenobloise.

∞ CRÉER DE LA VALEUR EN RAPPROCHANT TROIS MONDES QUI ONT TENDANCE À S'IGNORER : LA RECHERCHE, L'ENTREPRISE ET L'UNIVERSITÉ ∞

Mariana TSYMBROVSKA

- *Bénéficiaire - Directeur Management de l'Innovation de Floralis (filiale de droit privé de l'Université Joseph Fourier)*

∞ FAIRE PARTIE DU PROJET EST UN ATOUT SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN ∞

« Le métier de Floralis est de transformer la recherche en innovation pour le marché. Fin 2009, l'association ADEBAG, chef de file du projet Alps Bio Cluster nous a invités à une Convention d'affaires à Innsbruck en Autriche, ce qui nous a permis de nouer des relations avec nos collègues européens. Résultat : cette mise en relation nous fait bénéficier d'un réseau élargi, d'une meilleure identification des besoins du marché et de pistes de collaboration possibles. Sans aucun doute, être associés au projet nous dote d'un atout supplémentaire pour faire valoir nos spécificités sur le marché européen. »

Peggy OZENNE

- *Etudiante en doctorat de cancérologie*

« L'été dernier, j'ai participé à la première Summer School Biotechnologies de l'Université des Sciences Appliquées de Weihenstephan-Triesdorf à Freising en Allemagne. Cette expérience m'a beaucoup apporté. J'ai découvert le monde des biotechnologies, qui m'était alors inconnu dans toute sa dimension notamment à travers des visites d'entreprises et j'ai ainsi pu valoriser mes connaissances scientifiques. »

∞ LE PROJET M'A PERMIS DE DÉCOUVRIR LES BIOTECHNOLOGIES ∞

La devise du réseau Alps Bio Cluster

« Vivre en bonne santé chez soi dans les Alpes dans un environnement qui mérite d'être préservé. »



Contact

Nathalie STUMM

Collaboratrice scientifique
Université des Sciences Appliquées
de la Suisse occidentale,
Sierre/Valais/Suisse

nathalie.stumm@hevs.ch

Tel. : +41 27 606 90 03

Résumé du projet

La ressource foncière pour le développement industriel et commercial est rare et les conditions encadrant le développement des entreprises ne sont pas optimales dans toutes les municipalités. Le principal objectif du projet est de développer une stratégie afin d'optimiser l'espace pour un développement industriel et commercial.

Chiffres clés

- Budget : 2,1 millions d'€
- Subvention FEDER : 1,3 millions d'€
- Du 01/07/2009 au 30/06/2012
- Partenaire en région Rhône-Alpes : 4 communautés de communes (Territoire de Tarare, Amplepuis, Arbresle et Chamousset en Lyonnais)

Pour un développement industriel et commercial durable



COMUNIS incite les communes à développer et mettre en œuvre ensemble des dispositifs pour développer l'attractivité et optimiser l'aménagement du territoire.

Marie-Françoise PERRUCHOUD-MASSY

• Chef de file - Docteur en Economie à l'Université des sciences appliquées, Sierre (Suisse)

« À un an de la fin du projet, chaque partenaire a mis en place des actions concrètes pour dynamiser les zones d'activités industrielles et commerciales, favoriser la coopération inter-communale et inter-entreprise. Notre partenaire italien mise sur les économies d'énergies.

Le Tyrol du Sud élabore des recommandations pour l'amélioration de la gestion intercommunale des sites commercial/industriels et du trafic dans le Val de Passiria. Les allemands dans la région d'Alpsee-Grünthen tout comme les autrichiens dans le Walsertal développent tous deux une association de communes pour une stratégie concertée de l'aménagement du territoire. En France, les communautés de communes du Beaujolais Vert mettent sur pied un plan d'actions commun pour assurer un développement intercommunal des sites industriels locaux. En Suisse, nous encourageons les entreprises à collaborer pour réduire leur consommation énergétique ou leurs déchets. »

LES CHEFS
D'ENTREPRISES
PERÇOIVENT L'INTÉRÊT
ÉCONOMIQUE DE
L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE



L'écologie industrielle

Développée par l'Université Géosciences de Lausanne, l'écologie industrielle est une méthodologie scientifique utilisée pour analyser le fonctionnement d'une zone d'activités (flux entrants, flux sortants, potentialités...) et identifier des économies d'échelle entre entreprises.

Les 19 et 20 janvier 2011, le 1er symposium international sur l'écologie industrielle, organisé par les partenaires suisses du projet a réuni plus des deux tiers des chefs d'entreprises de la zone.

Florine GONCET

• Partenaire - Chargée de mission CCI de Lyon - Délégation de Tarare - France

« Dans la région de Tarare, les communautés de communes concentrent leur action sur le marketing territorial et la mise en œuvre d'une politique d'accueil en vue d'améliorer l'attractivité économique et faciliter l'implantation d'entreprises. En tant que Direction des Services aux Entreprises, nous soutenons cette coopération inter-municipale pour attirer de nouvelles entreprises sur le territoire alpin. Les communes situées dans cet espace partagent en effet les mêmes problématiques. En France, nous travaillons à l'échelle des Communautés de Communes, qui possèdent la compétence économique. Nos collègues européens ne fonctionnent pas de la même manière. Il n'empêche, si les spécificités administratives

et économiques diffèrent, nous avons une même identité alpine et des atouts à valoriser, des contraintes à gommer et des bonnes pratiques à partager. Par exemple, le travail mené par notre partenaire allemand de montage d'une zone d'activité sur une base militaire réhabilitée est de nature à nous inspirer. »



NOUS AVONS UNE IDENTITÉ
ALPINE À VALORISER

Les 3 axes de travail du projet COMUNIS

- Dynamiser l'espace industriel et commercial
- Encourager la coopération inter-municipale
- Rédiger un guide pratique pour les municipalités

Chiffres clés

- Budget : 3,4 millions d'€
- Subvention FEDER : 2,6 millions d'€
- Du 01/09/2008 au 31/01/2012
- Nombre de partenaires : 14
- Diminution CO₂ ou chiffre clé sur l'utilisation des véhicules électriques

Résumé du projet

Le projet vise à développer les carburants renouvelables et les technologies alternatives pour le transport dans l'espace alpin : électricité produite par des panneaux solaires et hydroélectricité, biocarburants dans les zones rurales, huiles végétales de récupération en milieu urbain, biogaz...

Contact

Vivien FUHR

Consultante senior, BAUM Consult GmbH Munich
München - Oberbayern
v.fuehr@baumgroup.de
Tel. : +49 (0)891 8935 251

Du carburant renouvelable et des technologies alternatives pour diminuer les rejets de CO₂

Grâce à ces nouvelles technologies, le projet vise à promouvoir les modes doux de transports et l'indépendance énergétique, et à encourager la dynamique et la compétitivité des PME des Alpes.



Anja LEHMAN

- Consultante pour le projet CO2 Neutralp, B.A.U.M. Consult

« Conformément à l'objectif de promotion des énergies renouvelables dans les Alpes, ce projet a permis de développer différentes solutions, des bus aux vélos en passant par les fourgons de livraison.

Des minibus électriques parcourent aujourd'hui les routes de montagne de la province italienne de Belluno grâce à un partenariat entre la société Dolomitibus et les autorités locales. Les batteries subissent des contraintes très fortes en raison du terrain mais les bus s'en sortent bien. De plus, nous organisons des formations de maintenance pour les étudiants locaux.

A Padoue, en Italie, la ville et l'université testent des véhicules électriques pour la livraison de produits frais, tandis que les touristes visitant la région allemande de l'Allgäu ont désormais la possibilité d'utiliser des vélos Pedelec disponibles dans plus de 100 hôtels et restaurants. Ils peuvent les emprunter à un endroit et les recharger ou les déposer à un autre. »

🔗 NOS PARTENAIRES ONT DÉVELOPPÉ UN ENSEMBLE DE SOLUTIONS CONTRE LES ÉMISSIONS DE CO₂ 🔗

Laurent COGERINO

- Partenaire - RhôneAlpÉnergie-Environnement (RAEE)

« Nous accompagnons trois acteurs publics locaux pour le développement des carburants renouvelables, par exemple la Communauté des Communes du Pays de Romans avec la production raisonnée d'huiles végétales. Objectif : limiter l'impact environnemental et trouver des débouchés économiques complémentaires pour les agriculteurs. Nous aidons également le Parc de Peaugres en Ardèche et la commune de Villard-de-Lans dans le Vercors à résoudre les problèmes d'accès et de pollution sur leurs sites par la mise en place de bus électriques. A Peaugres, cette nouvelle offre fonctionne depuis le 1^{er} juillet 2011.

D'ici la fin du projet (septembre 2011), nous publierons également deux guides pratiques : un pour aider les gestionnaires de transports en commun à adopter les carburants renouvelables, un autre pour convaincre les agriculteurs de produire du biocarburant. »

🔗 NOUS TRAVAILLONS POUR LIMITER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET TROUVER DES DÉBOUCHÉS ÉCONOMIQUES COMPLÉMENTAIRES POUR LES AGRICULTEURS 🔗

Bon pour les habitants, bon pour le tourisme

L'adoption des solutions intermodales et des carburants renouvelables facilitera à la fois la circulation et la vie, des habitants, salariés et des touristes.

Contact

Caroline MUSCELLA

Chargée d'études

Fret et report modal

Région Rhône-Alpes

cmuscella@rhonealpes.fr

Tel. : + 334 26 73 60 89

Résumé du projet

iMONITRAF! vise à élaborer une stratégie commune pour réduire les impacts négatifs du trafic routier. Il est articulé autour de trois volets :

- le suivi d'impacts négatifs grâce à une plateforme de monitoring et un Web.Gis système,
- le partage de bonnes pratiques et la proposition de mesures innovantes pour le report modal,
- un lobbying structuré aux différents échelons.

Chiffres clés

- Budget : 1,7 millions d'€
- Subvention FEDER : 1 million d'€
- Du 01/07/2009 au 30/06/2012
- Trafic routier : il a doublé ces 20 dernières années

Réduire les impacts négatifs du trafic routier



Le projet iMONITRAF! développe et met en application les mesures communes définies pour les corridors du Tarvisio, du Brenner, du Gothard, du Mont-Blanc et du Fréjus.

Niklas JOOS-WIDMER

- Chef de projet adjoint iMONITRAF!, Canton d'Uri, Suisse

« iMONITRAF! vise à réduire l'impact négatif du trafic routier sur la population, l'environnement et l'activité économique dans les principaux couloirs de circulation des Alpes. Nous avons commencé

par étudier les effets du trafic routier, puis nous avons défini les mesures locales les mieux adaptées, dans l'optique d'un déploiement à toutes les Alpes.

Ce projet couvre les interdictions de conduite, les taxes sur les poids lourds transportant des marchandises ou l'apport de subventions pour les transports combinés, par exemple route-rail. Nous avons présenté notre Guide des meilleures pratiques lors du Forum des Transports du Tyrol, en 2010.

Les forums annuels sont importants pour consolider notre réseau politique et obtenir le soutien essentiel à notre activité. Nous espérons que les instances politiques régionales signeront des accords de soutien de notre plateforme lors du Forum Rhône-Alpes, au printemps 2012.

Avec l'outil GIS que nous sommes en train de développer, nos mesures de réduction des impacts négatifs deviendront réalité. »

LA RÉDUCTION DE L'IMPACT DU TRAFIC EST EN BONNE VOIE



Caroline MUSCELLA

- Chargée d'études fret et report modal à la Direction Transport de la Région Rhône-Alpes

« A partir des expérimentations des Régions, notre rôle dans le projet iMonitraf consiste à faire émerger une position alpine commune sur la réduction des

besoins de déplacement, le report des trafics de la route vers le rail et l'exploitation des nouvelles technologies. Nos actions d'information et de lobbying visent 3 choses : la mobilisation des élus régionaux autour d'une stratégie partagée, l'implication des Etats dans la mise en œuvre des préconisations et la prise en compte des spécificités alpines dans les politiques communautaires. Le livre blanc du transport publié en mars 2011 par la Commission Européenne montre que les principaux messages sont passés. »

NOUS AVONS RÉUSSI À MOBILISER LES ÉLUS ET À FAIRE PASSER LES PRINCIPAUX MESSAGES

Dans les Alpes, le transport a des effets démultipliés en matière de pollution atmosphérique. En raison du contexte géographique, un poids lourd pollue 3 fois plus en montagne qu'en plaine de jour, et 6 fois plus la nuit.

Plus de 250 partenaires du programme Espace Alpin se sont retrouvés à la Conférence à mi-parcours les 16 et 17 juin au Centre des Congrès à Grenoble. Ces deux jours ont permis de dresser un état des lieux des travaux engagés, de débattre des enjeux et de tracer des pistes de travail pour l'avenir. L'occasion également pour les participants d'échanger autour de 25 projets en cours et de prendre connaissance des attentes de l'Union Européenne.

Ils étaient tous là ! les 16 et 17 juin 2011

Deux jours au cœur de l'Espace Alpin



1

Temps fort du premier jour, les représentants des pays alpins et organisations alpines ont échangé autour de la création d'une macro-région alpine.



— Christian Salletmaier
— Marco Onida
— Luciano Caveri



2



Ouverte durant toute la durée de la conférence à mi-parcours, la foire aux projets a permis aux participants de re-découvrir les 25 projets déjà en cours et de nouer des contacts utiles.

3



Les échanges des trois ateliers ont porté sur les thèmes et priorités pour les générations futures, sur les bonnes pratiques et la simplification dans la gestion de projet et sur la perspective d'une stratégie macro-régionale pour les Alpes à l'échelle de l'espace alpin.

l'Espace Alpin : une place dans la stratégie

A mi-parcours du programme, les participants ont dressé un état des lieux positif et dessiné les grandes lignes d'une possible future macro-région.

Au fil des interventions et des débats, l'espace alpin s'est positionné comme un territoire à l'identité affirmée et à forte valeur d'exemplarité pour la construction européenne.



LES PORTEURS DE PROJETS DOIVENT MIEUX VALORISER LEUR CONTRIBUTION À L'UNION EUROPÉENNE

KADRI UUSTAL

PRÉPARER ENSEMBLE L'AVENIR !

Affirmer l'identité alpine - à la fois urbaine et montagnarde -, poser les bases pour l'avenir de nos enfants, investir dans l'excellence, dans leurs discours d'accueil, les trois représentants des puissances invitantes - **Alain Pilaud (1)**, Adjoint au Maire de Grenoble sur la question de Montagne, **Claude Comet (2)**, Conseillère régionale en charge du Tourisme et de la Montagne et **Marc Challéat (3)**, Secrétaire Général des Affaires régionales - ont souligné les bénéfiques collatéraux du programme Espace Alpin et sa contribution naturelle à la construction de l'espace européen.



Politique de cohésion territoriale et coopération transnationale

De la comptabilité à la performance des projets

Dans son allocution, la représentante de la Commission européenne, Kadri Uustal, a esquissé les contours de la future politique de cohésion et de coopération territoriale.

Madame Uustal a notamment insisté sur la mise en cohérence des futurs programmes avec la stratégie UE 2020. « 90 % de ce qui est réalisé est totalement en ligne avec notre stratégie. Mais la politique actuelle est très orientée processus. Dans la période à venir, nous nous concentrerons sur une politique de stratégie et de résultats. »



forte UE 2020



// NOUS DEVONS INTRODUIRE UN NOUVEAU MODÈLE DE GOUVERNANCE DES STRATÉGIES EXISTANTES PLUTÔT QU'UNE NOUVELLE STRATÉGIE. L'ESPACE ALPIN POSSÈDE DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES CAR IL EST INTERNATIONAL ET EXPÉRIMENTÉ, MAIS NOUS DEVONS DÉFINIR LE CADRE JURIDIQUE ADÉQUAT POUR METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE MACRORÉGIONALE. //

CHRISTIN SALLETMAIER



Espace alpin 2014+ —

« Nous trouverons une voie ou en inventerons une nouvelle »

La table ronde dédiée à l'après 2014 a fait émerger une position convergente en faveur de la mise en place d'une macro-région. Autour de la table, les représentants des pays alpins et des organisations alpines ont débattu de l'opportunité d'une telle stratégie et posé les conditions de réussite, bien décidés à affirmer la place de l'espace alpin dans la stratégie européenne 2020.

« Quelle est la valeur ajoutée d'une stratégie macro-régionale ? Qu'est-ce qu'une macro-région ? Doit-elle et comment doit-elle être mise en œuvre ? » Trois questions majeures ont animé le débat entre les responsables politiques des pays impliqués et les acteurs de l'Espace. Premier constat de bon sens établi par **Marco Onida**, Secrétaire Général de la Convention alpine : « Il ne faut pas réinventer l'eau chaude. Notre stratégie doit être construite sur notre engagement à mettre en œuvre les actions pré-définies. » « Pour avancer, nous avons intérêt à nous appuyer sur la Convention alpine signée par les États et les Régions. Rédigée par les territoires, elle tient compte des besoins des populations locales », enchaîne **Luciano Caveri**, responsable de la Délégation italienne au Comité des Régions. Un avis modéré par son homologue, **Daniele Belloti**, Conseiller pour les affaires urbaines et la planification à la Région Lombardie. « La Convention a été imposée par le haut. Nous ne pouvons pas penser la stratégie sans penser aux cultures et aux populations. Il nous faut une stratégie pragmatique, avec peu de projets mais très concrets. »

Une macro-région concrète et partenariale

Et **Bernard Soulage**, Vice-Président de la Région Rhône-Alpes de revenir aux fondamentaux : « Qu'est-ce qu'un Etat ou une Région peuvent attendre de cette stratégie ? J'y vois un intérêt à condition que cette macro-région soit concrète et partenariale. Concrète : les actions européennes doivent s'inscrire dans le cadre régional et bénéficier de fonds européens. Partenariale avec une vraie gouvernance multi-niveaux. »

Mitja Pavliha (5), du Ministère de l'Environnement et de l'aménagement du territoire de Slovénie, voit dans cette perspective une belle opportunité pour « faire connaître et renforcer l'attractivité du territoire alpin », allant même jusqu'à évoquer la création d'une marque alpine territoriale basée sur la spécificité montagne. Quant à la valeur ajoutée européenne de cette macro-région, les participants sont unanimes : « Le fait que des gens de nationalités et cultures différentes travaillent ensemble donne à l'Europe son contenu réel ». A l'issue de la réunion, deux axes de travail se sont dégagés. Un, mieux valoriser le programme auprès des décideurs et des populations. Deux, faire des choix et s'engager sur quelques questions déterminantes pour l'avenir.

Chiffres clés

L'espace alpin, c'est
70 millions d'habitants,
390 000 km².

L'Europe investit
130 millions d'euros
de FEDER dans la
coopération transnationale.

MACRO-RÉGION : LE POINT DE VUE DE LA SLOVÉNIE

En tant que dernier et plus petit pays membre de l'Union européenne et pays entièrement alpin, la Slovénie a-t-elle un point de vue spécifique sur la question macrorégionale ?

« Quoi qu'il arrive », déclare **Mitja Pavliha**, du Ministère de l'Environnement et de la Planification de l'espace, « les régions doivent avoir leur mot à dire. Nous ne sommes pas pour l'idée de stratégies basées sur des discussions au niveau national. Nous devons déplacer le débat dans les régions et les communautés locales et créer des structures à partir de là. Les approches ascendantes et descendantes fusionneront à mi-chemin. »



5

Donner une visibilité plus forte

Composée de représentants de la France, de la Slovénie, de l'Italie, de l'Autriche et de l'Autorité de gestion du programme, la table ronde faisait le point sur 10 ans de programme Espace Alpin.



« Nous sommes devenus une famille », a d'abord constaté **Christina Bauer** représentante de l'Autorité de gestion avant de réaffirmer la volonté du Land de Salzburg de jouer un rôle actif pour parvenir à une vue commune sur la stratégie à venir. Fonctionnaire au Ministère de l'Environnement et de l'aménagement du territoire de Slovénie, **Nadja Kobe** rebondit et insiste sur « la nécessité d'un lien plus étroit et un dialogue plus large avec les élus des régions qui connaissent les besoins des utilisateurs finaux ». « Il y a une sorte de cercle vertueux entre l'échelon européen et régional. Il nous faut créer un effet de réaction en chaîne sur le territoire en utilisant systématiquement le principe de répliquabilité », renchérit **Alvise Rossi**, de la région Vénétie en Italie. Un point de vue partagé par **Jean-Pierre Chomienne** de la DATAR : « Notre préoccupation doit être de donner une visibilité grand public plus forte à notre espace et de produire dans la durée. »



« C'EST NON SEULEMENT SUR LA PRÉVENTION MAIS SURTOUT SUR LA PRISE DE CONSCIENCE DES RISQUES QUE NOUS DEVONS AVANCER. »

HUBERT SIEGEL
DU MINISTÈRE AUTRICHIEN
DU CADRE DE VIE



Echos des plénières et bruits de couloir...

Les échanges et commentaires allaient bon train à l'heure de la pause café et du déjeuner... « **Mieux comprendre de manière vivante ce que font les autres** », « **Mobiliser les politiques** », « **Connaître les règles du jeu pour la période 2014-2020 à venir** » sont quelques unes des motivations partagées par l'ensemble des porteurs de projets et des partenaires. En toile de fond, également, les participants exprimaient leurs préoccupations, financement en tête. « Participer à un programme européen est très lourd en termes d'ingénierie financière et de temps passé », témoignaient des partenaires parapublics.





aux projets

Pleins feux sur 6 projets

Les projets du programme mobilisent un nombre et un niveau d'expertise très élevés. D'où cette question récurrente : comment utiliser, enrichir et transmettre au-delà des trois ans ce formidable capital de connaissances et amener l'outil vers l'utilisateur final ? Dans les travaux menés par les uns et les autres, se dessinent des solutions.

Le partenariat **PermaNET** mène un important travail de sensibilisation des décideurs politiques. « *La carte Permafrost, établie à partir d'images satellites et de relevés scientifiques, permet de prendre la mesure des conséquences de la fonte du permafrost, conséquences sur le tourisme notamment. Nous devons avoir une approche ascendante pour une conscience montante* », résume Volkmar Mair, en une formule bien sentie. « *Les acteurs du réseau doivent s'occuper de la mise en œuvre dans leurs propres régions* », enchaîne Daniela Hohenwallner, pilote du projet **Alp-Water-Scarce**. « *Le succès du système d'alerte élaboré pour optimiser l'utilisation de l'eau passe par son appropriation par les professionnels* ». Chef de file du projet **PARAmount**, Peter Greminger insiste sur l'augmentation du risque de vulnérabilité et l'urgence à agir pour prévenir, prenant en exemple la récente catastrophe de Fukushima qui, selon lui, aurait pu être évitée si les autorités avaient regardé de plus près les données. Peter Steurer, à la tête du projet **Enerbuild** et partenaire d'**Alphouse** milite pour que « *l'outil d'évaluation énergétique des bâtiments publics serve de modèle pour les bâtiments privés* ». Des outils utiles à tous, donc, comme cette centrale virtuelle de production d'énergie modélisée par les membres du projet **AlpEnergy** et dont la pilote Carmen Albrecht souhaiterait qu'elle puisse être « *une source d'information de chaque consommateur sur sa contribution au système* ». L'intervention de Laure Falempin pour le projet **ACCESS** a plongé le public dans le concret avec des témoignages en direct par skype interposé d'une commerçante et d'une d'habitante bénéficiaires de la plateforme e-services, e-commerce. « *Si nos actions réussissent si bien, c'est parce que nous leur avons laissé le temps de se mettre en place* », conclut-elle.



PERMANET



PERMANET

!! TOUS
LES PROJETS
MOBILISENT UN
NOMBRE ET
UN NIVEAU
D'EXPERTISE
TRÈS ÉLEVÉS !!



ALP-WATER SCARCE



ACCESS



ALPENERGY



Construire 2014 -



Eloignés géographiquement les uns des autres, les partenaires ont pris de vrais temps de travail en commun au cours des ateliers du vendredi matin.



WSP1 :

Les thèmes et priorités pour les générations futures

Après avoir abordé les priorités pour les projets de la prochaine génération (l'accompagnement du changement démographique, l'économie d'énergie, la compétitivité), les échanges se sont fixés sur **la nuance entre livrables et résultats**. À cette occasion, les participants ont exprimé un besoin de soutien pour accompagner cette mutation.

WSP3 :

Vers une stratégie macro-régionale

Réunissant une cinquantaine de personnes et mené sous forme de débat, l'atelier n°3 a contribué à la réflexion stratégique dédiée à la macro-région avec, pour éclairage les premiers enseignements de la Baltique et du Danube. Mais attention à ne pas s'y tromper, il n'y a pas de modèle de macro-région transposable tel quel : les démarches de chacun des espaces restent propres à la personnalité du territoire, aux problématiques rencontrées et aux ressources.

Trois points de vue communs se sont dégagés :

- 1 - Toute démarche stratégique doit partir des enjeux spécifiques aux Alpes. Pour bâtir une stratégie partagée à partir de ces enjeux, il faut que les vraies questions qui sont cruciales pour la survie et le développement du massif alpin soient posées.
- 2 - La démarche stratégique doit être partenariale et mettre autour de la table, sur un pied d'égalité, les États et les Régions.
- 3 - Elle doit déboucher sur un projet partagé à partir des préoccupations concrètes du terrain : la stratégie devrait se concentrer sur un nombre limité de priorités correspondant à des enjeux cruciaux pour l'avenir des Alpes et partir des questions concrètes qui se posent sur le terrain.

WSP2 :

Gestion de projet : bonnes pratiques et simplification

Sans doute le plus opérationnel des trois, l'atelier n° 2 a fait travailler les porteurs de projets en petits groupes autour des questions suivantes : *Qu'est-ce qui fonctionne ou non ? Que faut-il améliorer ? Comment simplifier la mise en œuvre ?...* En synthèse, **trois points clés ont été soulevés** :

- 1 - Le changement attendu doit s'envisager en termes d'impact attendu.
- 2 - Le programme doit prévoir une certaine flexibilité. Il ne faut pas que l'importance donnée aux résultats empêche les projets de prendre des risques et d'innover pour s'adapter aux changements.
- 3 - Sur un plan plus technique, il faut simplifier et harmoniser encore les démarches administratives.



« *Aucun combat n'est jamais gagné d'avance* »

Au terme de la conférence à mi-parcours, **Bernard Soulage (1)**, Vice-Président de la région Rhône-Alpes et **Georg Schadt (2)**, Président du Comité du programme Espace Alpin ont rappelé que de nombreux défis restent à relever. « *Nous devons approfondir, défendre et illustrer ce que nous faisons déjà, c'est-à-dire démontrer ce qui a de l'utilité, dépasser les bonnes intentions et aller vers la conception de la macro-région. Trois défis seront à relever en priorité : interconnexions et transport, le changement climatique et le développement économique. Et de conclure : « Nous avons de fortes chances de réussir dans la construction d'une macro-région et de trouver l'équilibre entre les éléments ascendants et descendants à la condition de bien nous accorder.»*

2020



3 QUESTIONS À... KADRI UUSTAL CONSEILLER À LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

1 Quelle impression vous a laissé le Programme Espace Alpin suite à la conférence de mi-mandat ?

Il s'agit d'un très bon exemple de programme de coopération internationale donnant satisfaction. Il en est déjà au dernier appel de projets, quand d'autres se débattent encore avec le premier.

J'ai apprécié les revues de projets, car ils sont très pertinents et visent à apporter des solutions à des problèmes locaux réels.

2 Selon vous, quels obstacles le Programme risque-t-il de rencontrer ?

Si l'Espace Alpin choisit l'approche de la stratégie macrorégionale, il devra aborder la question de la valeur ajoutée.

Le niveau de coopération est déjà élevé et a porté ses fruits, il faut donc se demander ce que pourrait apporter une macro-région.

Nous avons vu dans les pays baltes et le Danube que l'approche ascendante est essentielle. Nous devons l'appliquer ici aussi.

3 Quels messages allez-vous faire passer ?

La Commission s'engage à simplifier les procédures. Les deux derniers jours ont permis d'obtenir des retours à ce sujet. Je vais demander à toutes les personnes concernées par le programme d'être aussi actives que possible lors des 18 prochains mois, afin de nous aider à définir nos futures règles et réglementations.

— Christian Salletmaier

En tant que directeur de l'Autorité de gestion du programme Espace Alpin, Christian Salletmaier a surveillé attentivement tous les aspects de la conférence.

« Les projets que nous avons vus ont montré de véritables avancées pour la période 2000-2007. Le niveau de coopération est plus élevé et les résultats sont plus concrets, notamment en termes de définition et de mise en œuvre des politiques.

Le problème qui revient le plus souvent concerne le côté trop bureaucratique des procédures de projet. Nous devons donc trouver le juste milieu entre ce que nous demandons en termes d'innovation et les exigences de la Commission de justifier chaque centime. **Nous avons fait des progrès, mais les défis à relever pour la période post-2013 sont toujours énormes.**

Les discussions sur la stratégie macrorégionale ont été animées et ont soulevé d'importantes questions : *quels partenaires et parties prenantes doivent être impliqués ? Quels sujets devons-nous aborder ?*

La coopération est bonne, mais à quoi sert-elle ? La macro-région n'est qu'une étiquette. Nous devons définir ce qu'elle signifie pour l'Espace Alpin et aligner les décideurs sur des objectifs communs. »



Visites de sites ←

MANFRED :

La forêt de protection vue de plus près

Avec Frédéric Berger, Ingénieur de Recherches au Cemagref et partenaire français du projet MANFRED, direction Saint-Paul de Varce sur les contreforts du Vercors à une dizaine de kilomètres de Grenoble.

Objectif : comprendre, in situ, en lisière de la forêt, le sens de l'action menée sur deux sites d'études et de formations : la réserve biologique située dans la forêt domaniale de Saint-Agnan dans le Vercors et la forêt domaniale de Valdrôme. « Quel est le rôle de protection de la forêt ? Peut-on construire des maisons et si oui dans quel périmètre ? Quels sont les risques encourus ? Peut-on prélever le bois et si oui, jusqu'à quel point ? Quel type d'exploitation est envisageable ? Comment concilier la fonction de protection avec celles économiques et récréatives ? Autant de questions auxquelles doivent répondre les élus et pour lesquelles le projet MANFRED leur fournit des éléments d'aide à la décision. Ces éléments, ce sont principalement des résultats d'expériences menées sur le terrain, comme des tests de résistance à la chute des pierres par exemple et des simulations obtenues à partir d'outils de modélisation informatique.



Liaison sur le terrain

Environ 20 participants à la conférence ont visité deux sites, près de Grenoble, soutenus par le projet ECONNECT.

Qu'est-ce qui fait 1 km de long, 40 cm de large, est construit en béton extrudé et a permis de sauver des milliers de vies ?

La réponse : le plus long passage à crapauds d'Europe, le long d'une route proche de la réserve naturelle du Grand-Lemps, zone de marais accueillant des douzaines d'espèces protégées dont 12 espèces d'amphibiens. Les amphibiens se reproduisent dans l'eau et tous les ans, des milliers de crapauds étaient tués en traversant la route pour aller hiberner sur la terre ferme. Mais, depuis 2004, 14 points d'entrée guident les crapauds vers un tunnel qui passe sous la route. 20 000 batraciens ont ainsi été sauvés chaque année, et des prédateurs comme le héron pourpré sont retournés sur le site.

A quelques pas de là, le groupe a également visité un passage pour poissons qui relie le Ruisset, une petite rivière, à l'Isère. La construction d'une route et d'une carrière avait changé le cours de la rivière. Les efforts réalisés pour recréer un lit naturel et creuser un tunnel sous la route permettront bientôt à des poissons comme la truite et la perche de voyager dans l'Isère et au-delà.

Le but d'ECONNECT est de restaurer la diversité de la vie dans les Alpes, en permettant aux animaux et aux plantes de reprendre leurs routes de migration naturelles qui avaient été bloquées par des obstacles construits par l'homme, tels que les routes, les lignes haute tension ou les barrages. La migration est essentielle à la reproduction des espèces et donc à la préservation de la biodiversité.



Crédit Photo Econnect : © C. Frapporti

Chiffres clés

- Budget : 3,3 millions d'€
- Subvention FEDER : 2,4 millions d'€
- Du 01/08/2009 au 31/07/2012

Résumé du projet

Le projet Manfred vise à préserver les fonctions essentielles de protection, écologique, économique et sociale des forêts en prenant en compte les transformations écologiques liées au changement climatique.

Contact

Marc HANEWINKEL
Coordinateur, gestion de projet,
Institut de recherche forestière
du Bade-Wurtemberg
Freiburg im Breisgau
Marc.Hanewinkel@forst.bwl.de
Tel. : +49 (0)761 4018 208

Forêt For Ever

Gillian CERBU

- *Chef de projet, Institut de recherche sur les forêts du Bade-Wurtemberg*

// LA RÉUSSITE, C'EST TRAVAILLER ENSEMBLE EN VUE D'OBTENIR DES DÉCISIONS POLITIQUES //

« Comme tous les projets, le projet MANFRED a obtenu un certain nombre de résultats et nous sommes parvenus à créer de solides partenariats internationaux. Les parties prenantes locales sont enthousiastes et considèrent que

ce projet est très utile car nos 4 sites pilotes internationaux fournissent déjà des informations sur la manière de gérer les changements climatiques. Nous avons également rencontré des obstacles, notamment en termes de volume de données, ainsi que de partages et de transferts transfrontaliers. Pour moi, MANFRED sera une réussite si nos recommandations parviennent à au moins un décideur en matière de forêts, que ce soit au niveau local, régional ou national. »

Le projet MANFRED rapproche la recherche et la pratique de la gestion forestière.



// LE MATERLOSCOPE PERMET DE SIMULER DURABLEMENT L'INTERACTION ENTRE LA FORÊT ET SON ENVIRONNEMENT //

Frédéric BERGER

- *Recherche en sciences forestières - CEMAGREF**

« Notre équipe a mis en place un marteloscope**. Il s'agit d'un dispositif de terrain permettant d'utiliser un modèle de simulation de gestion de la forêt alpine et des modèles de propagation de chutes de pierres. Un marteloscope est donc un outil qui permet d'étudier, entre autres, l'impact des scénarii de gestion forestière sur l'environnement. C'est aussi un formidable outil de formation et de transfert des connaissances. Dans un domaine où les résultats ne sont visibles qu'à très long terme, cet outil permet de s'affranchir de la durée. Avec le marteloscope, nous pouvons vérifier la convergence des relevés de terrain et des données théoriques et simuler ainsi des scénarios d'interaction entre la forêt et son environnement. Ce, à l'horizon 2050. Le principe du marteloscope a d'ores et déjà été adopté par nos collègues autrichiens et slovènes. Parallèlement, notre équipe travaille sur un guide d'aide à la gestion des forêts de protection. Il sera disponible en 2012 pour les gestionnaires publics ou privés. »

* Le CEMAGREF est l'Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement.

** Pour l'anecdote, le nom de Marteloscope désigne des placettes forestières où tous les arbres ont été et fait référence au marteau utilisé par les forestiers pour marquer les arbres.



Federico MANNONI

- *Ministre italien de l'Environnement*

« Il est essentiel que nous diffusions le message concernant l'impact des changements climatiques sur les forêts et que nous collections des données.

Les forêts ont une valeur stratégique pour les communautés montagnardes, tant sur le plan économique que social. Elles sont importantes pour le tourisme et fournissent les matières premières pour la production de bois et d'énergies renouvelables. En outre, elles permettent d'éviter les glissements de terrains et les inondations, et elles préservent la biodiversité.

2011 a été une année fructueuse pour la diffusion de ce message. Les Nations Unies ont décrété l'Année internationale de la forêt, ce qui permet de sensibiliser les populations aux effets des changements climatiques. Et, en tant que partenaire responsable de l'ensemble de

la communication autour de ce projet, nous avons organisé les Journées du changement climatique alpin à Turin, au mois de mars, consacrées à la diffusion des connaissances scientifiques et au développement de la portée de ces informations. »

// FAIRE EN SORTE QUE CE MESSAGE SOIT À L'ORDRE DU JOUR DES AUTORITÉS PUBLIQUES //

A l'horizon du 22^{ème} siècle

Les partenaires français participent à la rédaction d'un atlas sur la répartition géographique des principales essences forestières des Alpes donnant des évolutions potentielles de la répartition des espèces à l'horizon du 22^{ème} siècle.

Contact

Andrea MOCHET MAMMOLITI
Chef de projet, Agence régionale
de protection de l'environnement
de la Vallée d'Aoste
Saint Christophe - Valle d'Aosta
a.mammolitimochet@arpa.vda.it
Tel. : +39 0165278551

Résumé du projet

Le projet SHARE vise à développer, tester et promouvoir un système d'aide à la décision pour une gestion à la fois écologique et économique de l'hydroélectricité dans les rivières alpines.

Chiffres clés

- Budget : 2,7 millions d'€
- Subvention FEDER : 2,1 millions d'€
- Du 01/08/2009 au 31/07/2012
- Nombre de rivières : 247

Développer une gestion équilibrée des rivières



L'outil mis en place doit permettre aux élus d'arbitrer en faveur ou non d'une installation hydroélectrique sur la rivière.

Andrea MAMMOLITI MOCHET

• Chef de file - hydrobiologiste - ARPA* Vallée d'Aosta

ENTRE ÉNERGIE RENOUVELABLE ET BIODIVERSITÉ,
LE PROJET AIDE À TROUVER UNE VOIE

« L'ambition de notre projet est de concilier la production d'électricité et la conservation des rivières. L'objet est plutôt conflictuel car un barrage hydroélectrique présente à la fois des impacts positifs en termes de production d'énergie verte, de retombées socio-économiques mais également négatifs avec des conséquences sur la rivière, les paysages et les milieux naturels. L'installation d'un barrage hydroélectrique est donc une décision difficile à prendre d'autant que les deux domaines - production hydroélectrique et milieu aquatique - sont encadrés par la réglementation européenne. Faire un barrage pour produire de l'énergie renouvelable ou ne pas en faire pour préserver la biodiversité sont deux arguments recevables. D'où toute l'utilité de notre projet qui consiste à créer un outil d'aide au débat et à la décision pour les élus et les experts. »

* ARPA : Agenzia Regionale per la Protezione dell'ambiente / Agence Régionale pour la Protection de l'Environnement.

La production hydroélectrique est la principale source d'électricité d'origine renouvelable dans les zones alpines.

Mathieu RUILLET

• Partenaire - Chargé de mission Energies renouvelables
- Coordinateur GERES* France

« Nous avons développé un outil d'aide à la décision multicritère à destination des élus, des responsables techniques et des services administratifs des petites collectivités qui doivent décider sur un scénario d'implantation ou non de barrages hydroélectriques. L'approche multicritère permet de mettre l'ensemble des enjeux en perspective et de dépasser la logique coûts/bénéfices encore inadaptée au sujet environnemental. Simple d'utilisation, l'outil se présente sous forme de balance dans laquelle les politiques peuvent régler le poids des enjeux et ainsi peser les avantages et les inconvénients des scénarios envisagés. Aujourd'hui, l'outil est testé par les partenaires sur 11 sites pilotes.



Premier retour qualitatif : l'outil donne à voir et à comprendre l'ensemble des enjeux. Il permet de produire un diagnostic partagé, d'objectiver le débat et de réunir dans un seul et même outil européen l'ensemble des informations. »

* GERES : Groupe Energies Renouvelables Environnement et Solidarités.

NOTRE OUTIL PERMET DE METTRE L'ENSEMBLE DES ENJEUX EN PERSPECTIVE ET DE DÉPASSER LA LOGIQUE COÛTS/BÉNÉFICES ENCORE INADAPTÉE AU SUJET ENVIRONNEMENTAL

Chiffres clés

- Budget : 3,2 millions d'€
- Subvention FEDER : 2,4 millions d'€
- Du 01/09/2009 au 31/08/2012
- Nombre de lacs alpins : 22

Résumé du projet

Dans le prolongement du réseau Alplakes, le projet SILMAS vise à promouvoir le partage et l'échange d'expériences entre 15 partenaires européens afin de préserver l'équilibre, la beauté et l'attractivité des lacs alpins.

Contact

François TRUSSON
Chef de projet, Région Rhône-Alpes
1, Esplanade F. Mitterrand CS 20033
69269 Lyon Cedex 02
ftrussou@rhonealpes.fr
Tel. : +33 (0)4 72 59 43 12

Les lacs alpins : milieux attractifs mais fragiles

Il s'agit non seulement d'assurer la gestion durable des lacs mais aussi de faire prendre conscience au public des enjeux écologiques et économiques.



François TRUSSON

• Chef de file - Chargé de mission Région Rhône-Alpes

PERMETTRE AUX POLITIQUES DE MESURER L'IMPACT DE LEURS DÉCISIONS EN MATIÈRE DE PRÉLÈVEMENT D'EAU, D'URBANISATION DES RIVES, D'AUTORISATION D'ACTIVITÉS, ETC.

« Milieux précieux et vulnérables, les lacs alpins suscitent de nombreux appétits : consommation d'eau, production d'énergie, développement du tourisme... Notre objectif est de préserver cette ressource inestimable dans un contexte de changement climatique avéré. Nous procédons en trois étapes : démonstration scientifique de la vulnérabilité des lacs, partage du discours avec les décideurs, sensibilisation du grand public. Aujourd'hui, nous sommes à mi-chemin de nos travaux. La prochaine étape, début 2012, consistera en une information étayée de l'ensemble des décideurs politiques et en la livraison d'une boîte à outils de bonnes pratiques pour les 18 lacs alpins du réseau SILMAS. »

Loïc DAUTREY

• Partenaire - Chargé de mission Région Provence Alpes Côte d'Azur



« La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a développé une expertise "Ports propres" d'abord mise en place sur son littoral maritime avec une certification régionale au départ, nationale aujourd'hui et européenne demain. Le but de cette démarche est, d'une part, de préserver la qualité et la biodiversité de l'écosystème qui constitue un atout sur le plan touristique. D'autre part, ce travail vise à améliorer la qualité environnementale des infrastructures portuaires, en agissant au plus près des sources de pollution ou de contamination, les ports étant à l'interface des milieux terrestre et marin. Le projet SILMAS a permis de tester cette certification en milieu lacustre (Serre-Ponçon) et surtout de la faire connaître à d'autres lacs de l'arc alpin. »

NOUS VISIONS UNE LABELLISATION EUROPÉENNE "PORTS PROPRES"

Anton BRANCELJ

• Partenaire - Institut national de biologie, Slovénie - Groupe de travail Enseignement du Développement durable

« Nous sommes chargés de sensibiliser à l'importance du développement durable des lacs alpins. Nous développons différents outils, principalement axés sur le grand public. Notre but est de fournir des informations sur les caractéristiques spécifiques des lacs de montagne et d'aider les gens à s'informer sur la conservation de la nature. Par exemple, nous développons un jeu vidéo pédagogique sur les lacs pour les très jeunes enfants et nous prévoyons d'ouvrir des centres d'information publics : il sera possible d'y découvrir les différentes caractéristiques des lacs, les espèces qui y vivent, les différentes activités sur et près des lacs, leur impact sur les écosystèmes lacustres, etc. »

IL EST ESSENTIEL DE CONSERVER ET DE DÉVELOPPER LES CENTRES D'INFORMATION AU-DELÀ DU CADRE DU PROJET SILMAS



www.alpine-space.eu

Cette brochure est co-financée par l'Union européenne.



Rhône-Alpes Région



The programme is co-funded by the European Regional Development Fund